

Taxer les riches : Éric Lombard lâche une petite bombe

Mathias Thépot 12 janvier 2026 à 19h42

Un ancien ministre macroniste ne devrait pas dire cela. L'éphémère locataire du ministère de l'économie et des finances en 2025, Éric Lombard, a lâché une petite bombe le 11 janvier [dans Libération](#) au sujet du débat sur la taxation des ultrariches. Un sujet qui a fait [la une de l'actualité](#) à l'automne dernier, lorsque la taxe Zucman était au centre des attentions.

Éric Lombard a concrètement indiqué au quotidien avoir consulté son administration durant son court passage à Bercy pour connaître la réalité de la situation fiscale des contribuables les plus fortuné·es.

Et la réponse de ses services a été on ne peut plus claire : « *La direction des finances publiques avait regardé : parmi les personnes les plus fortunées, des milliers ont un revenu fiscal de référence de zéro. Ils ne paient aucun impôt sur le revenu ! Au lieu de payer des charges sociales sur leur salaire, ils se font rémunérer dans les holdings. Ces mécanismes sont légaux, mais injustes.* »



Éric Lombard au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie à Paris, le 8 juillet 2025. © Photo Eric Tschaen / REA

Selon Éric Lombard, les riches de France échappent donc massivement à l'impôt. Un pavé dans la mare pour l'exécutif macroniste en place, vu le pedigree de celui qui a lancé la saillie : un ancien ministre du gouvernement de François Bayrou, alors membre du « socle commun » allant du centre à la Droite républicaine (DR). Socle qui s'est toujours refusé doctement à taxer de manière significative les grandes fortunes qui échappent à l'impôt.

Le constat d'Éric Lombard dans *Libération* prolonge, du reste, celui de l'Institut des politiques publiques (IPP), qui révélait [dans une note publiée en juin 2023](#) que, contrairement au commun des mortels, les milliardaires français·es ne paient quasiment pas d'impôts ni de prélèvements sociaux au regard des centaines de millions, voire des milliards d'euros de revenus économiques qu'ils et elles perçoivent.

Cela est dû au fait que l'immense majorité des revenus des ultrariches est logée dans des sociétés holdings qu'ils et elles contrôlent et qui échappent aux radars de l'administration fiscale. Pour élaborer leur constat dévoilé en juin 2023, les chercheurs de l'IPP s'étaient notamment appuyés sur des données fiscales de Bercy. Ce qui constituait alors une avancée majeure en matière de transparence pour les politiques publiques.

Rien à déclarer

Toutefois, l'ancien ministre de l'économie et des finances va plus loin que l'IPP, car il parle dans son interview à *Libération* de « *revenu fiscal de référence* » – autrement dit le revenu que tout un chacun inscrit chaque année sur sa feuille d'impôts – qui serait égal à zéro pour des milliers de contribuables fortuné·es.

Bref, il révèle que de nombreux foyers fiscaux fortunés n'auraient rien à déclarer au fisc. Ce qui n'est pas exactement ce que disaient les chercheurs de l'IPP – ni d'ailleurs les données qu'ils ont mises à disposition du grand public –, qui raisonnaient, eux, en pourcentage d'impôts payés par rapport à des revenus économiques gargantuesques.

Pour l'économiste Gabriel Zucman, à l'origine de la taxe qui porte son nom et professeur à l'École normale supérieure, « ce que dit Éric Lombard, c'est que de nombreux contribuables très fortunés ont un revenu fiscal déclaré de zéro ou proche de zéro. C'est-à-dire qu'ils déclarent un revenu imposable extrêmement faible, parce qu'ils ne se versent pas de salaires, ne se paient pas de dividendes, etc. ».

À Mediapart, il ajoute : « *Bien sûr, leur véritable revenu est en réalité très élevé mais ils se débrouillent pour n'avoir rien à déclarer fiscalement dans leurs feuilles d'impôts individuelles. Exactement comme Jeff Bezos, qui avait même réussi l'exploit de toucher les allocations familiales il y a une dizaine d'années aux États-Unis en ne déclarant aucun revenu fiscal !* »

S'ils sont donc d'accord sur le constat que les ultrariches ne paient pas d'impôts, Éric Lombard et Gabriel Zucman ne s'entendent en revanche absolument pas sur les solutions à mettre en œuvre. Lorsqu'il était aux affaires, Éric Lombard dit en effet avoir « *commencé à travailler sur un projet qui était la taxation différentielle des hauts patrimoines* » et regrette de ne jamais avoir eu « *l'accord de l'Élysée, ni de Matignon d'ailleurs, pour faire prospérer cette idée* ».

Un problème majeur d'équité fiscale

Mais ses propos sont une pirouette pour se parer d'un vernis de gauche, car l'ancien ministre propose en réalité un impôt minimum sur les patrimoines « *excluant l'outil de travail* ». En effet, cela irait, selon lui, « *à l'encontre de la croissance, de l'innovation et de l'attractivité de la France* ». Son idée n'a donc rien à voir avec la taxe Zucman, qui propose 2 % d'impôt par an sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, sans aucune exonération.

Ce qu'Éric Lombard nomme improprement « *outil de travail* », ce sont les milliards de titres de sociétés logés dans des holdings contrôlées par les grandes fortunes. Ce sont ces milliards qui constituent leur extrême richesse et dont les revenus qu'elles en tirent échappent à l'impôt à cause d'une multiplicité de dispositifs d'optimisation fiscale dont elles usent et abusent.

Autrement dit, la proposition d'Éric Lombard échouerait à taxer les ultrariches. Et elle n'est en réalité pas très éloignée de ce que propose l'exécutif actuel en matière de taxe sur les holdings.

Il a en effet été inscrit dans le projet de budget 2026 de Sébastien Lecornu – qui sera encore discuté cette semaine à l'Assemblée nationale – la création d'une taxe minimale sur les holdings qui compte de nombreuses exemptions, notamment l'*« outil de travail »*, si cher à Éric Lombard.

Sans surprise, son rendement atteindrait péniblement le milliard d'euros. Autant dire rien au regard du manque à gagner pour le fisc français.

Faire aussi peu pour imposer les grandes fortunes, au mépris du consensus économique de plus en plus évident sur le sujet, pose un problème majeur d'équité fiscale. D'autant que l'exécutif tente chaque année de trouver des dizaines de milliards d'euros pour réduire le déficit public et préfère, pour ce faire, mettre à contribution le modèle social et les services publics.

C'est pourquoi, selon Gabriel Zucman, « *il est urgent de faire la lumière sur la réalité du phénomène aujourd'hui : combien les milliardaires français ont-ils payé d'impôts en 2024 ? Pour mettre fin au privilège fiscal des ultrariches, il faut continuer à dissiper l'opacité qui entoure cette question. L'Assemblée nationale doit exiger la transparence sur la contribution réelle des grandes fortunes à la solidarité nationale* ».